

suite de cette négligence, nous sommes en face d'une très grave situation. Pourquoi a-t-on négligé d'adopter un tel programme? Lorsque je suis venu pour la première fois à Ottawa, en 1936, et que j'ai pris contact avec les ministres de la Couronne, j'ai tenté de pénétrer ceux qui étaient alors au pouvoir de la nécessité d'établir ce programme, pour les raisons mêmes qu'a énumérées l'honorable député de Macleod (M. Hansell). Comme tout le monde faisait la sourde oreille, j'en fus consterné. Il y avait alors dans les régions minières de l'Alberta des milliers de chômeurs. Les chemins de fer manquaient de commerce. Il y avait toutes les raisons au monde de donner un grand essor à notre industrie houillère et de permettre ainsi à l'Ontario et Québec de se procurer du charbon canadien. Pourtant, personne ne manifestait d'intérêt; on se contentait de hausser les épaules d'une façon indulgente et impuissante, ce qui m'étonnait fort. Je me suis demandé quelle en était la raison et je me le demande encore. J'ai cru que c'était peut-être parce que de gros capitaux canadiens ont été placés dans certaines sociétés minières des Etats-Unis et que certains capitalistes canadiens voulaient assurer un marché à la houille américaine. Je n'ai jamais pu obtenir de réponse satisfaisante à cette question, mais, si j'en crois certains bruits, mes soupçons étaient peut-être fondés.

M. KNOWLES: N'est-ce pas là un affront à l'entreprise privée?

M. BLACKMORE: Ce n'est pas un affront à l'entreprise privée; il s'agit d'un exemple de mauvaise administration de la part du Gouvernement. Il faut, et cela va de soi, donner des directives à l'entreprise privée, tout comme il faut donner des directives à celui qui conduit une automobile. Un conducteur d'automobile doit se conformer à de sages règles de la route; sinon, il s'expose à des difficultés. En conséquence, on a adopté un règlement pour s'assurer que le chauffeur ne blesse personne. Pourquoi les membres de la C.C.F. sont-ils incapables de logique? Pourquoi faut-il toujours qu'ils soient bornés de la sorte?

Des VOIX: Oh! non.

M. BLACKMORE: Un de ces bons jours, vous assisterez à un combat en règle entre moi-même et les représentants de la C.C.F. Qu'ils se présentent un à un et je les accepterai tous. Sur cette question, qu'ils se présentent quand ils le voudront et je les attends. Leur raisonnement ne tient pas.

Les provinces de Québec et d'Ontario ont fait preuve de négligence manifeste. Je comprends que les représentants ontariens se plai-

gnent du manque de charbon. Ils ont toute ma sympathie. Mais, monsieur l'Orateur, ces deux provinces dirigent les destinées du pays depuis un demi-siècle déjà. Si elles n'ont pas insisté suffisamment sur l'exploitation rationnelle de nos ressources houillères, à qui peuvent-elles s'en prendre sinon à elles-mêmes? Il est absolument certain que les populations de la Nouvelle-Ecosse et de l'Alberta réclament un programme d'ordre national en matière de houille depuis au moins les jours de la Confédération.

M. MacNICOL: Je puis me vanter d'en avoir réclamé un dès mes premières années à la Chambre.

M. BLACKMORE: Je reconnais que nous avons eu des hommes clairvoyants, tels les honorables députés de Davenport (M. MacNicol) et de Broadview (M. Church). Mais quel autre membre du parti conservateur-progressiste a réclamé pareil programme avant aujourd'hui? Je n'en ai entendu aucun. En d'autres occasions, j'ai vu des représentants des Provinces maritimes insister sur pareille initiative, mais j'ai vu aussi d'honorables députés de l'Ontario et de Québec quitter cette enceinte afin de ne pas les entendre. Aujourd'hui, ils sont les victimes de leurs méfaits. Ne rejetons donc pas tout le blâme sur le Gouvernement. Somme toute, l'administration est à la merci de la population qui choisit la majorité des représentants et cette population est celle de Québec et de l'Ontario. Que la population de Québec et de l'Ontario, qui se demande si elle ne manquera pas de combustible, sache bien qu'elle tient la solution de ce problème.

Une des principales raisons pour lesquelles les gouvernements qui se sont succédé à Ottawa n'ont pas adopté un programme national du combustible, c'est que, pour un motif ou pour un autre, ils n'ont jamais songé à favoriser l'autarcie du Canada. Cette remarque s'applique à toutes les denrées. Il y a des années que je préconise l'établissement d'un programme d'ordre national en matière de production de sucre, mais on n'en veut pas, sous prétexte qu'il faut songer à notre commerce. C'est sans doute pour la même raison que nous n'avons pas de programme national du combustible: il faut songer à notre commerce, même si nous devons importer notre charbon des Etats-Unis et nous exposer à toutes sortes de dangers afin de favoriser notre commerce. Nous avons été menacés, et nous le sommes encore, d'un solde commercial défavorable avec les Etats-Unis. Personne n'ignore que, malgré cela, au lieu de développer notre industrie de la houille, nous persistons à en importer des millions et des